



Ceux qui ont fabriqué les Talibans

Docteur en géopolitique, François Lafargue enseigne à l'École centrale de Paris et à l'Université de Saint Quentin en Yvelines. Il est notamment l'auteur de *Afghanistan : opium, pétrole et Talibans*, Atelier de géopolitique, 1999.

Après l'heure de la stupéfaction, vient le moment de l'explication.

Si les motivations de cet acte de guerre contre l'Amérique restent encore difficiles à cerner, l'identité de leurs auteurs semble se préciser. Le mot Taliban et le nom d'Oussama ben Ladden semblent s'imposer. A défaut de savoir qui sont exactement ces Talibans, vaste nébuleuse de Pachtouns afghans et d'Arabes venus du Golfe, la question « qui les a fabriqués ? » a déjà une réponse.

Malheureusement, les milliers de victimes du mardi 11 septembre constituent la rançon macabre des incohérences de la politique américaine en Afghanistan. Au début des années 1980, les Etats-Unis apportèrent un soutien logistique conséquent aux Afghans, engagés dans une guerre terrible contre l'Union soviétique. Un soutien symbolisé par la fourniture de missiles sol-air, les redoutables *stinger*. Cette aide américaine fut dans les faits, gérée directement par le Pakistan, et se porta essentiellement en faveur de l'un des chefs de la résistance afghane, Gulbuddin Hekkmatyar. Issu de l'ethnie pachtoun, population dont une partie vit également au Pakistan (dénommés ici Pathan), Gulbuddin Hekkmatyar était un familier des cercles du pouvoir du Pakistan notamment de Zia ul alq. L'aide américaine, lui fut en majorité attribuée au détriment d'un autre chef militaire, au sens moins politique, le commandant Massoud. Ce dernier, un Tadjik (25% de la population de l'Afghanistan) inspirait moins confiance à Islamabad.

A la fin de la guerre d'Afghanistan, les soldats de Gulbuddin Hekkmatyar, enhardis par leur succès entreprirent un autre combat contre cette Amérique impie, accusée de persécuter les musulmans en Bosnie, et en Somalie. Le symbole de cette lutte fut le premier attentat contre le World Trade center en février 1993. Première trahison. A ce moment là, les Américains prennent conscience de la menace que représentent ces mouvements extrémistes.

Washington décide alors de mettre sur pied et de financer, avec le concours de l'Arabie saoudite et du Pakistan, un mouvement dénommé les Talibans avec deux objectifs en tête. La priorité est d'éradiquer les mouvements islamistes présents en Afghanistan en instaurant un régime politique rigoureux et stable à l'image de celui de l'Arabie saoudite.

Mais le financement des Talibans s'explique également par un intérêt pétrolier, largement oublié aujourd'hui. En ce milieu des années 90, viennent d'être découverts les gisements d'hydrocarbures de la mer Caspienne et des Etats riverains. Ces gisements suscitent la convoitise de la société américaine Unocal, épaulée par les Saoudiens de Delta oil. L'idée va alors germer de construire un gazoduc, doublé d'un oléoduc partant du Turkménistan, et qui devrait déboucher sur l'océan indien en passant à travers l'Afghanistan. Un projet ambitieux. Le coût de la construction de cet oléoduc s'élèverait à plus de 2 milliards de dollars soit l'équivalent de 13% du PNB du pays. Ce pétrole et ce gaz auraient pu être évacués par le sud, à travers l'Iran jusqu'au port de Bander Abbas. Mais la loi d'Amato votée en 1996, par le Congrès, interdit tout investissement supérieur à 40 millions de dollars dans le secteur pétrolier en Iran et en Libye. Les autres voies à travers la Turquie ou le Caucase sont jugées dangereuses (rébellion kurde dans l'est de la Turquie, guerre de Tchétchénie...). La route par la Russie au nord, est écartée. Elle ramènerait les pays d'Asie centrale sous la surveillance de Moscou. Reste en fin de compte le trajet à travers l'Afghanistan. Ces hydrocarbures permettront d'alimenter les nouveaux marchés d'Asie comme la Chine, déjà contrainte d'importer 12% de son pétrole. Toutefois, la construction de ce gazoduc ne peut se concrétiser dans un pays plongé dans l'anarchie, l'arrivée des Talibans est donc vue sous un angle favorable. Le département d'Etat américain comme

les lobby pétroliers américains (plus particulièrement Unocal associé à Delta oil) vont donc faciliter la victoire des Talibans, en accord avec le Pakistan et l'Arabie saoudite. Le Pakistan, chef d'orchestre gagnera une profondeur stratégique face à l'Inde et l'Arabie saoudite poursuit sa politique d'endiguement du chiisme (rite majoritaire en Iran et en Irak).

Parvenus au pouvoir à Kaboul en septembre 1996, les Talibans vont trahir les Etats-Unis. La culture de pavot, (l'Afghanistan en devient l'un des principaux producteurs mondiaux) leur offre la liberté de quitter la tutelle américaine et de financer leur prosélytisme religieux. L'engrenage est inéluctable, en août 1998, sont perpétrés les deux attentats en Tanzanie et au Kenya. Deuxième trahison pour les Etats-Unis. Ces événements politiques et la condamnation de l'Afghanistan obligent alors Unocal à suspendre son projet en décembre 1998. De toute les manières, l'association avec les Saoudiens de Delta oil n'était qu'un marché de dupes. L'Arabie saoudite n'avait aucun intérêt à la commercialisation des hydrocarbures de l'Asie centrale. Cette production entraînant mécaniquement une dépréciation des cours mondiaux, fragilisant le pouvoir royal. Sa participation au projet permettait de mieux le torpiller. Les rêves de profits fabuleux grâce à l'or noir de la mer Caspienne s'évanouissent. Aux yeux des Etats-Unis, l'Afghanistan rejoint la catégorie des « Rogues states ». Les Etats en marge de la légalité internationale. Le pays est alors frappé par les sanctions internationales décrétées par le Conseil de sécurité de l'ONU (résolution 1267 en 1999 et 1333 de 2000).

Soucieux de sortir de leur ghetto et convaincus par le montant de l'aide internationale, les Talibans s'étaient engagés au début de l'année 2000, à éradiquer les cultures de pavot. A cette date, ce pays produisait les deux-tiers du pavot mondial. Depuis les récoltes de pavot auraient été divisées par deux en Afghanistan. Mais la lutte contre la culture de pavot permet de justifier les représailles et les exactions contre des populations rebelles tels les chiites Hazaras. Surtout, les observateurs des Nations-unies chargés de contrôler l'éradication des cultures ne peuvent se rendre dans l'ensemble du territoire afghan. Et le relief montagneux du pays (40% du pays est situé à plus de 1800 m d'altitude) est un atout pour les trafiquants, car il rend difficile la localisation précise des champs de pavot, pour les satellites américains. Enfin cette mesure d'éradication pourrait n'être que temporaire destinée simplement à réguler un marché marqué par la surproduction. Opium, pétrole et Talibans tels sont les principaux ingrédients du malheur afghan.

Publié dans Libération le 17 septembre 2001

SADDAM HUSSEIN : L'HEURE DU CHÂTIMENT ?

François Lafargue, docteur en géopolitique enseigne à l'Université de Saint-quentin en Yvelines et au Paris Group School of Management. Il est l'auteur de *Irak, Dix ans de Chaos* (1999, Atelier de géopolitique).

Voici onze ans, arrivée aux portes de Bagdad, l'armée américaine avait épargné Saddam Hussein, pourtant qualifié par George Bush de « Nouvel Hitler ». Un argument juridique fut invoqué par Washington, les résolutions des Nations-unies n'autorisaient pas le renversement du despote irakien. Cette mansuétude américaine répondait surtout à des impératifs stratégiques. Aux yeux des Etats-unis, la partition de l'Irak constituait une sérieuse menace pour leurs intérêts dans la région. Et seul Saddam Hussein était en mesure de maintenir l'intangibilité des frontières de son pays.

La population de l'Irak est divisée en trois composantes principales, les Arabes sunnites (20%), les Arabes chiites (55%) et les Kurdes (25%). Les Kurdes, qui se soulevèrent en février 1991, poursuivaient alors l'idée de proclamer un Etat indépendant au nord de l'Irak. Une modification frontalière loin d'être anodine. Situé au nord de l'Irak, ce Kurdistan aurait englobé d'importants gisements de pétrole (notamment les puits de Mossoul et de Kirkouk). Une manne financière qui aurait permis de financer et d'aider les autres mouvements kurdes qui combattent dans la région, principalement dans la partie orientale de la Turquie. Le virus de la fragmentation risquait de se propager dans ce pays. L'intégrité territoriale de la Turquie méritait aux yeux de Washington de sacrifier ces rêves d'un Etat kurde. La Turquie, première armée au sein de l'Alliance atlantique après celle des Etats-unis, constitue une alliée militaire indispensable (ce pays contrôle les accès de la mer noire, mais également offre à l'Amérique des bases militaire comme celle d'Incirlik et les stations d'écoute en direction du Caucase). Surtout, un Irak démocratique aurait en toute logique porté à sa tête un arabe chiite, une situation inconcevable pour les monarchies d'Arabie saoudite et du Koweït.

Car un pouvoir chiite à Bagdad pouvait plus facilement s'entendre avec l'Iran (où la population est aux 2/3 chiite) d'autant que vit dans ce pays, dans la province du Khouzistan une forte population arabe chiite. Un rapprochement inattendu qui ne pouvait que contrarier Washington qui depuis 1980, n'a pour seul objectif que de détruire les deux puissances émergentes de la région, l'Irak et l'Iran. Au delà des querelles théologiques entre sunnite et chiite, la différence principale sur le plan politique réside dans le rôle reconnu à l'Arabie saoudite. Les chiites dans leur ensemble nient la légitimité de la famille Saoud qui se considère comme gardienne des Lieux saints de l'islam. L'Arabie saoudite fut donc l'un des principaux avocats en 1990 du maintien au pouvoir de Saddam Hussein

Pourtant aujourd'hui, les philippiques de George Bush traduisent une profonde inflexion de la stratégie américaine. Simple rhétorique guerrière de l'Amérique ? Ou bien les Etats-unis sont-ils décidés à se débarrasser de Saddam Hussein et pourquoi maintenant ? Pour le moment, l'opposition irakienne reste morcelée et n'offre guère d'alternative crédible. En outre, aucune preuve à ce jour n'a été apportée de l'implication du régime irakien dans les attentats de New-York. L'idée d'une vengeance filiale ne suffit pas à expliquer l'acharnement américain. Plusieurs éléments peuvent permettre de comprendre l'attitude de Washington.

En douceur, Saddam Hussein fait un retour sur la scène internationale. Si la tendance se confirme, cette année 2002, l'Irak exportera une quantité de pétrole (560 millions de barils) correspondante aux 2/3 à la production de 1990. Certes une partie de ces revenus est placée sur des comptes séquestres gérés par l'ONU, mais la machine de guerre se remet en état grâce aux exportations illicites d'hydrocarbure. L'embargo international n'a pas eu les effets escomptés. Ni les milliers de victimes, ni les sanctions commerciales n'ont fait

fléchir Saddam Hussein. L'Irak sort à petit pas de son isolement. Washington profite de sa croisade contre « l'axe du mal » pour rectifier son erreur.

La conjoncture politique au Moyen-orient s'avère temporairement favorable. Le prince Abdallah en Arabie saoudite qui assure la régence n'est pas en mesure actuellement de s'opposer à Washington. L'image du royaume dont étaient originaires quinze des dix-neuf terroristes, a été suffisamment ternie par les attentats du 11 septembre. Pourtant rien n'est plus incertain que l'évolution politique et dynastique de l'Arabie saoudite. Dans quelques années, une opération militaire d'envergure contre l'Irak ne pourra sans doute plus être aussi aisément.

Depuis dix ans, l'opposition chiite et kurde a été violemment réprimée. Aux milliers de morts du printemps 1991, s'ajoutent depuis lors, les assassinats de dignitaires religieux. Ces deux communautés ont perdu une partie de leur force et de leur encadrement politique et religieux. Surtout, l'Etat irakien n'est plus vacillant comme au printemps 1991. Un successeur de Saddam Hussein, issu probablement des rangs de l'armée aurait davantage de facilité à s'imposer auprès de la population exsangue et d'une armée désorientée. Au sein de l'administration Bush, les personnalités les plus modérées comme Colin Powell ont été marginalisés depuis la crise afghane. Les plus vindicatifs comme Dick Cheney ou Donald Rumsfeld, ont sans doute achevé de convaincre G Bush que l'heure du châtimeⁿt était arrivée.

Publié dans Libération le 26 février 2002

Irak : Les Enjeux d'un châtime

François Lafargue, docteur en géopolitique enseigne à l'Université de Saint-quentin en Yvelines et au Paris Group School of Management. Il est l'auteur de *Irak, Dix ans de Chaos* (1999, Atelier de géopolitique).

Onze ans après l'invasion du Koweït, Saddam Hussein continue de narguer les Etats-Unis. Sans doute, pour peu de temps encore. Car une intervention militaire américaine contre l'Irak apparaît désormais probable. L'entêtement des Etats-Unis envers l'Irak peut s'expliquer par deux enjeux : pétrolier et politique.

Rappelons en premier lieu que les Etats-Unis, pour les cinq dernières années, restent les premiers producteurs mais aussi les premiers consommateurs et donc les premiers importateurs mondiaux de pétrole. Contrairement à une idée admise, les Etats-Unis s'avèrent peu tributaires du pétrole du moyen-orient. En l'an 2000, moins du tiers des importations pétrolières des Etats-Unis provenait des pays du golfe arabo-persique. Car les principaux fournisseurs de Washington restent l'Amérique latine et certains pays africains comme le Nigeria et l'Angola. Le Mexique livre aux Etats-Unis autant de pétrole que l'Arabie saoudite.

Le moyen-orient représente 65 % des réserves mondiales de pétrole. Hormis l'Iran et l'Irak, les principaux producteurs de cette région sont déjà étroitement liés aux Etats-Unis. Ces derniers disposent de forces militaires en Arabie saoudite (près de 5 000 hommes), et maintenant en Asie centrale. Car profitant de leur combat en Afghanistan, les Etats-Unis ont noué de nouvelles relations avec l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan. L'armée américaine occupe les anciennes bases soviétiques de Sherabad et Cherchiq en Ouzbékistan et celle de Manas au Kirghizistan. L'ambition américaine au moyen-orient comme dans la région de la mer Caspienne vise à contrôler les gisements de pétrole moins pour leur propre approvisionnement que pour peser envers leur adversaires potentiels. Et la Chine est la première concernée. Pékin se présente comme l'un des principaux adversaires militaires et politiques, des Etats-Unis dans les années à venir. La Chine dont la puissance économique et militaire ne cesse de s'affirmer ne dissimule plus ses ambitions. Une détermination qui ne fait qu'exacerber les relations avec les Etats-Unis. Les différends se sont accumulés depuis quelques années. Pékin a été accusé de se livrer à des activités d'espionnage dans le domaine nucléaire sur le territoire américain, puis a violemment protesté contre l'engagement américain en Serbie.... Et la question de Taiwan ne cesse d'envenimer les relations entre les deux pays. Depuis 1993, la Chine est devenue importatrice de pétrole. Aujourd'hui, ce pays achète à l'étranger le tiers de sa consommation, ce qui le classe au 9^{ème} rang mondial, des pays importateurs de pétrole. Une situation de dépendance énergétique difficilement concevable au regard du rôle mondial qu'entend tenir la Chine. La diversification des fournisseurs (Indonésie, Pérou) entreprise par Pékin, n'a guère eu de résultats probants. Car la majorité de ses importations proviennent toujours du golfe arabo-persique. Une proportion qui ne cessera de s'accroître dans les prochaines décennies. Entre 2005 et 2020, la consommation de pétrole en Chine va doubler. A cette date là, la Chine devra acheter à l'étranger près de la moitié de sa consommation de pétrole, principalement au moyen-orient. Or la Chine ne contrôle ni ces gisements du moyen-orient, ni les routes du commerce du pétrole. La mise en valeur des gisements de la mer Caspienne est donc jugée prioritaire et devrait permettre de réduire cette dépendance énergétique.

Avec un gouvernement allié, installé à Bagdad, Washington contrôlerait donc les deux principaux gisements pétroliers mondiaux, ceux du moyen-orient (55 % des réserves mondiales en excluant l'Iran) et ceux de la mer Caspienne (20 % des réserves mondiales de pétrole). Et par là même calmerait les prétentions politiques des pays asiatiques et plus particulièrement de la Chine.

Mais le renversement de Saddam Hussein aurait également d'importantes répercussions géopolitiques. Pour le moment, l'Arabie saoudite ne fait l'objet que de critiques feutrées. Car les Etats-Unis mais surtout leurs alliés européens et le Japon dépendent à des degrés divers du pétrole de Ryad. De même, le royaume est un élément essentiel dans le dispositif militaire américain dans la région. Néanmoins, plusieurs griefs sont adressés à la monarchie wahhabite, considérée aujourd'hui comme un sanctuaire de l'islam radical. Nul n'oublie que parmi les 19 kamikazes du 11 septembre 2001, 15 étaient ressortissants de l'Arabie saoudite. Le prince Abdallah qui assure actuellement la régence, suscite également une certaine méfiance.

Avec l'Irak sous leur férule, les Etats-Unis pourraient opérer, plus librement, un changement géopolitique radical au détriment de l'Arabie saoudite. L'Irak en tant que fournisseur de pétrole et comme base militaire se substituerait à l'Arabie saoudite. Plusieurs scénarios sont envisageables, parmi lesquels figure le démantèlement du royaume. Les Lieux saints (La Mecque et Médine) demeureraient sous l'autorité de la famille Séoud. En revanche, la riche province pétrolière du Hassa (là où se situe la quasi totalité des gisements de pétrole du pays) pourrait former un émirat indépendant, qui se placerait sous l'aile protectrice de l'Amérique. Sans le pétrole, l'islam radical verrait se tarir l'une de ses principales sources de financement. Une hypothèse d'autant plus plausible que dans cette province du Hassa, près de la moitié de la population est chiïte. Victime d'ostracisme, cette forte minorité ne refuserait pas une telle perspective. Autre solution envisagée, les Etats-Unis pourraient exiger des réformes institutionnelles profondes et notamment imposer le successeur du roi Fahd.

La politique américaine en Irak ne peut donc se réduire à une vengeance filiale, mais s'inscrit dans un dessein plus ambitieux, dessiner les prochaines frontières du moyen-orient.

Publié dans Libération le 17 septembre 2002

L'Amérique qui peut dire non

François Lafargue, docteur en géopolitique enseigne à l'Université de Saint-quentin en Yvelines et au Paris Group School of Management. Il est l'auteur de *Irak, Dix ans de Chaos* (1999, Atelier de géopolitique) et *Afghanistan : Islamisme, opium et pétrole* (Ellipses, 2003).

G.U.U.A.M. : Derrière cet acronyme encore peu connu, se dissimule l'ambitieux projet américain dans la région d'Asie centrale et du moyen orient. La crise irakienne ne constitue que l'un des principaux volets de la stratégie menée de manière méticuleuse par Washington depuis plus d'une décennie. Le premier acte se joue au moment de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Avec la découverte des gisements d'hydrocarbures dans la mer caspienne, se pose la question de la construction des routes d'évacuation (gazoducs et oléoducs) de ces matières premières. Soucieux de préserver leur toute nouvelle indépendance, les pays riverains de la mer caspienne, principalement le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, et l'Azerbaïdjan se tournent volontiers vers les Etats-Unis. Washington apporte ses capitaux, son savoir-faire pétrolier et une bonne dose de mansuétude devant ces régimes allergiques à la démocratie. Ces accords vont être formalisés et prendront le nom de G.U.U.A.M. en 1997. L'acronyme en anglais désigne chaque membre de l'association, Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie. Fondée en 1997, avec le soutien de l'OSCE, cette organisation a pour objectif de favoriser la coopération économique et militaire entre ses membres en concertation avec les Etats-Unis (lutte contre le terrorisme, résolution des conflits locaux...). Mais l'un des principaux buts du G.U.U.A.M. est la construction d'un réseau d'approvisionnement énergétique indépendant de la Russie, avec l'appui de l'Alliance atlantique. Vu de Moscou comme de Pékin, le G.U.U.A.M. est perçu comme un outil permettant à Washington de poursuivre non seulement l'encerclement de la Russie, mais de l'élargir à la Chine. Encore récente cette alliance entre ces anciennes républiques de l'Union soviétique et les Etats-Unis est destinée à s'élargir notamment au Kazakhstan. Le G.U.U.A.M. est une version contemporaine du containment.

Deuxième acte, grâce au G.U.U.A.M., Washington contrôle une grande partie des routes d'évacuation des hydrocarbures de la mer caspienne. L'engagement en Afghanistan en 2001 et la nomination d'Hamid Karzaï complète et consolide le dispositif américain. Le troisième acte se joue maintenant en Irak. L'objectif des Etats-Unis ne consiste pas à s'emparer des gisements de pétrole du moyen orient dont ils sont en réalité, peu tributaires, pour leur propre approvisionnement énergétique. En 1990, moins du tiers du pétrole importé aux Etats-Unis provenait de cette région, moins du quart en 2001. Le Canada exporte autant de pétrole aux Etats-Unis que l'Arabie saoudite.

Les réserves pétrolières du continent américain (au total 16% des réserves mondiales) sont naturellement dans l'escarcelle des Etats-Unis, et les principaux gisements d'Afrique progressivement passent sous tutelle de Washington (la moitié du pétrole d'Angola et d'Algérie part aux Etats-Unis). Restent donc la mer Caspienne pas à pas encerclée puis le moyen orient, dont la plupart des pays à l'exception de l'Irak et de l'Iran sont déjà dans l'orbite des Etats-Unis.

Le dernier acte qui se jouera dans les prochaines années, vise au contrôle des matières premières énergétiques pour disposer d'un levier d'influence à l'encontre des puissances rivales du XXI^{ème} siècle, la Chine naturellement et dans une moindre mesure le Japon. Tous deux dépendent étroitement du pétrole du moyen orient. Le Japon aujourd'hui consomme autant de pétrole que la Chine, pourtant dix fois plus peuplée. Tous deux connaissent une résurgence d'un sentiment d'hostilité envers les Etats-Unis. Contrairement à l'Allemagne, où les forces américaines sont considérées comme des libérateurs, les Japonais assimilent toujours la défaite de 1945 à l'une des plus terribles humiliations de leur histoire. En 1990, la publication du pamphlet de Shintaro Ishihara, aujourd'hui gouverneur de Tokyo, « Le Japon qui peut dire non » résume l'ambiance de lassitude devant le statut de protectorat américain. La crise bancaire que traverse l'archipel n'a fait que ralentir une émancipation inéluctable. Signes d'un réel malaise et d'une exaspération croissante sont parus par mimétisme, et sur un même registre en 1994 « L'Asie qui peut dire non », rédigé par le premier ministre de Malaisie, Mahathir Mohamad puis deux ans plus tard « La Chine qui peut dire non ». La fin de la Guerre froide, l'arrogance américaine illustrée par l'impunité accordée à ses soldats

stationnés à l'étranger, nourrissent ces ressentiments. La Chine première puissance économique mondiale dans trois décennies va de plus en plus fréquemment se heurter aux Etats-Unis. Le projet de vol habité pour cette année 2003, traduit l'ambition politique de puissance de la Chine dont les armes nucléaires peuvent déjà frapper l'ensemble du territoire américain.

L'entêtement des Etats-Unis à renverser Saddam Hussein, ne peut se comprendre qu'au regard de ces enjeux énergétiques et politiques. Le contrôle de l'Irak est la clé du maintien de l'hégémonie américaine sur le monde pour une grande partie de ce siècle. Pour que l'Amérique avec insolence puisse continuer à dire « non » au reste du monde. Les tergiversations et les atermoiements des alliés des Etats-Unis, les états d'âme de la Russie et de la France ne devraient guère ralentir la détermination américaine.

Publié dans Libération le 20 février 2003



L'Atlantisme des Pays de l'est

David Chelly est docteur en gestion et François Lafargue docteur en Géopolitique. Ils enseignent au groupe ESG et animent le site Centreurope.org. Ils sont l'auteur du Guide des affaires en Europe de l'est (L'Harmattan, 2003)

Les pays de l'est ne sont-ils pas trop à l'ouest ?

La lettre appelant au soutien à la politique de George Bush, publiée fin janvier, et signée par huit pays européens dont la Pologne, la Hongrie et la république tchèque puis la diatribe du président français à l'encontre des pays d'Europe de l'est « qui avaient perdu une bonne occasion de se taire » ont servi de catalyseur à une rancoeur accumulée depuis plusieurs mois.

La détérioration des relations entre les deux Europe s'est nourrie d'incompréhension et d'ingratitude. Les pays d'Europe centrale ont le sentiment d'être des pestiférés obligés de quémander une adhésion qui à leurs yeux semble naturelle. Près de quinze ans auront été nécessaires pour parvenir à cette adhésion de ces pays de l'est. Et encore, les négociations de Copenhague ont été l'objet de sordides tractations financières. Les exigences financières de Varsovie avaient été jugées exorbitantes et déplacées. Durant six années les nouveaux impétrants seront soumis à une période probatoire et les accords de libre-circulation des personnes ne leur seront pas appliqués. Les Quinze n'ont jamais débordé d'enthousiasme devant cet élargissement à l'est certes nécessaire et naturel mais débordant d'écueils. Le comportement de ces prétendants à l'adhésion a même fini par agacer. Les choix économiques (la Pologne, membre de l'Alliance atlantique mais prochaine adhérente à l'Union européenne a préféré les F16 de General Dynamic aux Rafales de Dassault) comme l'hostilité d'une partie de la population ont fini par semer le doute (le résultat du référendum à en Pologne ce samedi, marqué par une forte abstention en est l'illustration). Pourquoi faudrait-il faire adhérer ces pays contre leur gré ?

Ce faible enthousiasme a incité ces pays de l'Autre Europe à entretenir des relations étroites avec les Etats-Unis.

La pusillanimité de l'Union européenne dans la crise Yougoslave pendant une décennie a convaincu les pays de l'est de conserver des liens étroits avec Washington. Seuls les Etats-unis apportent une garantie de sécurité crédible aux pays de l'est notamment face à la Russie à l'avenir encore incertain. Surtout, les Européens ont montré une certaine timidité à être présents en Europe centrale et orientale. Après l'Allemagne, les Etats-Unis sont le deuxième investisseur en Europe centrale et orientale. Enfin, sur le plan culturel, une grande partie de l'élite américaine actuelle est originaire d'Europe centrale et orientale. Donald Rumsfeld, pourfendeur de la vieille Europe est d'origine allemande alors que la famille de Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense, est arrivée de Pologne aux Etats-unis au début du XXème siècle. Dernier exemple, Zbigniew Brzezinski né en 1928 à Varsovie. L'ancien conseiller à la sécurité de Jimmy Carter a conservé une réelle influence dans les cercles diplomatiques. Dix millions d'Américains ont des origines polonaises. Un électorat à cajoler, d'autant que cette population vit souvent dans les Etats industrialisés comme le Michigan ou la Pennsylvanie. Et les Américains peuvent s'appuyer sur des relais précieux. Une partie de l'élite de l'Europe centrale a, en effet, fui les armées soviétiques au lendemain de la seconde guerre mondiale se réfugiant notamment aux Etats-unis. De retour aujourd'hui dans leur pays natal, les membres de cette communauté exilée sont accueillis chaleureusement. Valdas Adamkus, actuel président de la Lituanie a vécu plus d'un demi-siècle aux Etats-Unis, où il est arrivé en 1944. Son homologue

estonienne, Mme Vaira Vike-Freiberga, présidente de Lettonie a vécu au Canada. Milan Panic, éphémère premier Ministre de la Yougoslavie (1992) est également citoyen américain. L'intention fut même prêtée à Madeleine Albright née à Prague de succéder à Vaclav Havel à la tête de la présidence de la République tchèque.

Les pays d'Europe de l'Est sont allés chercher à Washington un soutien défaillant à Berlin et Paris. Pour Washington, l'élargissement à l'Europe centrale et orientale est une aubaine pour affaiblir l'Union européenne et rendre encore plus compliqué le mécano de la défense et de la diplomatie commune.

Publié dans Les Echos le 22 juillet 2003

Les Pays de l'Est sont passés à l'Ouest !

David Chelly et François Lafargue sont professeurs à l'ESG et à l'Ecole centrale de Paris. Ils animent Centreurope.org, portail est-ouest du Département de la Recherche de l'ESG

Le 1^{er} mai 2004, l'Union européenne accueillait dix nouveaux membres plus par résignation que par enthousiasme. Près d'un an après cet événement historique, que sait-on des Nouveaux Etats Membres (NEM) ? Peu de choses, si l'on croit le dernier sondage Eurobaromètre de l'Union européenne, lequel fait ressortir que seuls 3 % des Français âgés de plus de quinze ans sont en mesure de citer sans erreur les dix nouveaux entrants. Et notre connaissance de ces pays dépasse rarement les clichés : « ces pays accusent un grand retard économique par rapport à l'ouest », « les salaires sont bas », « les foyers sont sous-équipés », « la mafia contrôle une partie des économies locales et la criminalité est élevée »...

La controverse relative au projet de directive sur la libéralisation des services dite « directive Bolkestein » n'a fait que conforter ces idées reçues. Le projet de l'ancien commissaire néerlandais (jusqu'en novembre 2004) au marché intérieur, Frits Bolkestein vise à supprimer les obstacles à la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union. Un prestataire de services serait uniquement soumis aux dispositions légales du pays dans lequel il se trouve établi. Un moyen destiné à faciliter l'implantation de PME et à contourner le protectionnisme administratif. Car les demandes d'autorisation ou d'agrément découragent fréquemment l'investisseur. Ce projet suscite à juste titre un vif débat. Mais la directive Bolkestein dont les répercussions sont effectivement considérables ne peut pas servir à stigmatiser une fois de plus cette autre Europe, péniblement admise à nous rejoindre voici bientôt un an.

Car, la vision de l'Europe de l'Est véhiculée ces derniers mois par des médias peu inspirés est tout simplement fausse.

- Peut-on dire que ces pays d'Europe centrale et orientale vont nous livrer un « dumping social » ? Les lois sociales dans cette partie de l'Europe n'ont parfois rien à envier à notre législation. Savons-nous que la Pologne offre de vingt à vingt-six jours minimum de congés payés à ses ouvriers, selon leur ancienneté ? Et que le congé maternité s'élève à vingt-huit semaines en République tchèque. L'héritage du communisme en Europe centrale a été assez généreux. Ne faut-il pas mieux alors travailler en Hongrie qu'en Grande-Bretagne, seul pays européen (avec l'Italie) sans droit reconnu par la loi à des congés payés ni à une durée légale du travail ?

- Peut-on dire que ces pays sont à la traîne de l'Union européenne, quand les Hongrois détiennent le record de prix Nobel par habitant, que l'Estonie apparaît sept rangs devant la France dans le dernier classement mondial de compétitivité du World Economic Forum ou que l'usine tchèque Skoda de Mlada Boleslav est élue meilleure usine automobile européenne de l'année 2003 ? N'oublions pas que le Slovène aujourd'hui a un niveau de vie plus élevé que le Portugais. Et que dire de la Pologne, qui affiche depuis douze ans un taux de croissance moyen de plus de 4 %, de la Slovaquie, dont le PIB par habitant de la capitale Bratislava est supérieur à celui de la moyenne de l'Union européenne ou de la Lituanie, qui affiche une croissance ininterrompue de son pouvoir d'achat moyen depuis dix ans ? Les écarts sont relatifs. Les Tchèques ont désormais en terme de parité de pouvoir d'achat, un niveau de vie comparable à celui des Portugais.

- Les entreprises des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) possèdent les meilleurs atouts en Europe pour les activités utilisatrices de main-d'œuvre qualifiée (automobile, chimie, TIC...), grâce certes à un coût du travail plusieurs fois inférieur à celui des pays occidentaux et surtout une qualification comparable, voire supérieure en ce qui concerne l'industrie. C'est en effet dans cette « autre Europe » que les grandes multinationales américaines ou asiatiques telles que Motorola, Lucent ou Sony implantent leur centres de recherche et développement. Les salaires ne représentent qu'un paramètre expliquant l'engouement des constructeurs automobiles pour la Slovaquie ou la République tchèque (là où a été inaugurée l'usine de Kolin destinée à produire la Peugeot 107 et la Toyota Aygos). Dans le coût d'un véhicule, le salaire ne représente que 10 % du prix final. Autant dire

que l'Europe de l'Est séduit tout autant pour son climat social, sa situation géographique, et le potentiel de son marché.

- Le projet de directive Bolkestein nourrit les clichés les plus classiques sur le coût de la main d'œuvre. Evidemment nul ne peut nier que les salaires sont moins élevés en Pologne ou dans les Pays Baltes. Mais encore cette donnée générale cache de fortes disparités. Si la rémunération d'un salarié agricole n'est que de 1 € de l'heure en Pologne contre 8 € en France, dans l'industrie l'écart se resserre. Pour des managers exerçant dans des domaines tels que le marketing ou la finance, les salaires polonais sont proches des rémunérations de l'hexagone, et même supérieurs si l'on tient compte du pouvoir d'achat réel. La main-d'œuvre des NEM est qualifiée, le montant des salaires brut moyen ne cesse de s'apprécier, atteignant par exemple neuf cent euros par mois en Slovaquie. Force est de constater que les NEM prennent davantage le chemin de l'Autriche et de la Suisse que celui du Portugal. Durant plusieurs années les nouveaux impétrants seront soumis à une période probatoire et les accords de libre-circulation des personnes ne leur seront pas appliqués, sauf en Irlande et en Grande-Bretagne où l'accès au marché du travail n'est pas soumis à restriction. Or manifestement, ces pays n'ont pas vu arriver de flots de médecins polonais, hongrois ou estonien. La preuve de l'évolution de ces sociétés et de leurs économies.

Le projet de directive Bolkestein dans un contexte politique préélectoral, a cristallisé les passions. Plutôt que de résoudre les véritables difficultés qui freinent nos entreprises et que chacun connaît, il a paru plus facile de stigmatiser, ces « pauvres » de l'Est allant jusqu'à la caricature. A l'image des neuf autres nouveaux entrants, la prospère République tchèque n'est plus un pays de l'Est, mais bien un pays d'Europe de l'Ouest et pas simplement parce que sa capitale Prague est située à trois cent kilomètres à l'ouest de Vienne.

Publié dans Les Echos le 28 février 2005

Toute reproduction interdite sans l'autorisation écrite de l'Editeur : Libération et Les Echos

Pétrole : La Chine n'est pas coupable

François Lafargue est docteur en géopolitique, docteur en Science Politique, Professeur à l'Ecole supérieure de Gestion et à l'Ecole centrale de Paris. Il publie en mai prochain : *Demain, la guerre du feu, Chine Etats-Unis à la poursuite de l'énergie* (Ellipses, 2006).

Lors de sa visite aux Etats-Unis, Hu Jintao entendra probablement un reproche. La Chine et désormais l'Inde font figure de principaux accusés dans ce choc pétrolier larvé qui frappe les économies occidentales depuis plusieurs mois. La Chine, 3^{ème} importateur mondial de pétrole après les Etats-Unis et le Japon, est souvent décrite comme un glouton, coupable d'acheter en Afrique comme en Amérique latine, hydrocarbures et minerais pour alimenter sa machine industrielle. Quand à l'Inde, dont la consommation en pétrole a doublé depuis dix ans, elle devrait devenir vers 2010, le 3^{ème} importateur mondial après les Etats-Unis et la Chine et devant le Japon. Mais à y regarder de plus près la situation n'est pas aussi simple.

Déjà, si l'automobiliste se lamente, il doit être conscient que sa facture est moins douloureuse que vingt cinq ans plus tôt. Le pétrole même à 70 \$ aujourd'hui reste moins cher qu'au lendemain du deuxième choc pétrolier. Après la révolution en Iran, le baril de pétrole valait en 1980, en dollar constant, autour de 80 \$. Nombre de nos concitoyens ignorent sans doute que le litre de pétrole brut (donc non raffiné en essence et sans tenir compte de la TIPP) coûte aussi cher (de l'ordre de 0,35 €) qu'une bouteille d'eau minérale de marque....

Ensuite, si la consommation de pétrole en Chine a été multipliée par deux en dix ans, par habitant, l'écart avec les pays industriels reste immense. Quand chaque Américain consomme dix litres de pétrole, le français se contente cinq et le Chinois de dix fois moins. La responsabilité de la Chine dans la crise pétrolière est certes indéniable mais doit être relativisée. L'augmentation du volume de la consommation de pétrole aux Etats-Unis en 2005 par rapport à l'année précédente a tout de même représenté 60 % de celle de la Chine. Enfin, les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne représentent la moitié de la consommation mondiale de pétrole pour 15 % de la population du globe. Rappelons également que la consommation en pétrole des 22 millions de Texans est supérieure à celle de l'Inde et équivalente à la moitié de celle de la Chine. En France, depuis le premier choc pétrolier voici plus de trente ans, la consommation en pétrole a diminué de 20 % grâce au développement du parc de centrales nucléaires. Les Etats-Unis sont toujours restés dans une logique d'augmentation de l'offre plutôt que de réduction de leur propre demande intérieure. Un état d'esprit qui évolue lentement. La relance souhaitée du programme nucléaire civil américain par le président Bush lors de son discours de l'Union en janvier dernier, peut laisser espérer des économies substantielles à moyen terme.

Les tensions sur les cours s'expliquent par plusieurs facteurs fréquemment soulignés par les observateurs, les menaces de pénuries proférées par l'Iran, les situations d'instabilité politique au Vénézuéla comme au Nigeria, des investissements insuffisants dans les capacités de raffinage, des anticipations spéculatives et enfin l'augmentation régulière de la consommation en Chine comme en Inde. Mais un fait mérite d'être relevé, l'absence sur les marchés internationaux d'un acteur clé, l'Irak qui détient 10 % des réserves mondiales de pétrole (le 2^{ème} rang après l'Arabie saoudite). Voici seize ans avant la première guerre du Golfe, l'Irak était le 3^{ème} exportateur mondial de pétrole. La production irakienne fait aujourd'hui cruellement défaut sur les marchés internationaux. En 2005, le volume de production de l'Irak ne représentait que 70 % de celui de 1989, alors que depuis cette date, celui de l'Arabie saoudite a doublé. Sans établir d'extrapolation excessive, il est fondé de penser qu'une remise en état des capacités de production du pays permettrait une sensible détente sur les prix.

Les vrais responsables de ce choc énergétique larvé ne se nomment ni la Chine ou l'Inde. Il faudrait surtout incriminer l'absence de véritable politique énergétique, entretenue très longtemps par des cours modérés du pétrole et une politique étrangère américaine hasardeuse.

Publié dans Les Echos le 17 mai 2006